

La France peine à reconquérir l'Afrique

© 16/04/2018 | TERRE-NET MÉDIA

Un genou à terre : avec sa récolte de blé de l'an dernier, la France espérait reconquérir le terrain perdu en Afrique mais peine à se redresser face aux épis russes, moins chers et dont les caractéristiques plaisent aux meuniers africains.



Pour l'année 2017, FranceAgriMer estime à 6 millions de tonnes (Mt) la quantité de blé français écoulée dans les pays hors Europe (essentiellement en Afrique), contre près de 10 Mt il y a deux ans. (©Terre-net Média)

« **A**près la mauvaise récolte de **blé français** en 2016, le blé russe a eu l'opportunité de rentrer dans notre marché. On l'a essayé, on a trouvé qu'il entrait dans notre cahier des charges. Depuis, on travaille à 100 % avec du **blé russe** », a témoigné Imad Talli, du groupe sénégalais Olam, lors d'un récent colloque organisé par **France Export céréales** à Paris.

Au gré des différentes interventions, les acheteurs de blé du **Sénégal**, du **Maroc** et du **Cameroun**, ont expliqué pourquoi le blé russe, venu combler un vide, celui des grains de l'ancienne puissance coloniale, a finalement gagné leurs faveurs, notamment grâce à son taux de protéines. Et lorsqu'on évoque un risque d'entrée des blés russes en Algérie, premier débouché de la France hors de l'Europe, une voix s'élève dans le public pour dire : « La question n'est pas si, mais quand. »

Alors que la campagne de commercialisation du blé récolté en 2017 touche à sa fin, l'organisme **FranceAgriMer** estime à 6 millions de tonnes (Mt) la quantité de blé français écoulée dans les pays hors Europe, essentiellement en Afrique, contre près de 10 Mt il y a deux ans, année certes record en termes de production. « Le meunier, s'il a un blé de base de départ dans sa recette bien protéiné, il n'a pas besoin d'aller racheter sur le marché des blés améliorants qui coûtent extrêmement cher - trois fois le prix à peu près -, et un fabricant d'aliments du bétail, il a moins besoin d'acheter des tourteaux de soja ou de colza, qui coûtent plus cher, pour compenser en protéines », explique à l'AFP un courtier sous couvert d'anonymat.

Une donnée d'autant plus cruciale qu'à l'achat, ces blés de **Russie** sont déjà nettement moins chers : « Avec la capacité exportable qu'ils détiennent, (les blés russes) sont un élément de référence sur le marché mondial, alors que leur prix de revient sont de 30 % moins chers que les nôtres », a expliqué Pierre Duclos, de France Export céréales, lors de la conférence. Il a pointé des « problèmes structurels », liés notamment à « un taux de mécanisation à la tonne produite plus important que chez nos concurrents », appelant à une « mutualisation » plus importante des matériels agricoles.

Un atout dans le jeu diplomatique russe

Autre faiblesse structurelle, selon lui : la taille moyenne des exploitations françaises, autour de 150 hectares, face à des exploitations russes qui atteignent souvent 1 000, voire 2 000 hectares. « On a souhaité garder en France une agriculture familiale. Ça a toute sa vertu, bien évidemment, mais cela ne porte pas bénéfice à la capacité concurrentielle que nous devons aujourd'hui avoir pour être en phase avec notre concurrent », a estimé Pierre Duclos.

« Il faut relativiser l'histoire d'inquiétude ou de déclin de la France sur ces marchés », tempère cependant auprès de l'AFP Sébastien Abis, chercheur associé à l'**Iris**, spécialiste des matières premières agricoles, pour qui « la France reste autour de la Méditerranée l'une des nations qui contribuent aux équilibres alimentaires et céréaliers de ces pays fortement dépendants des marchés internationaux ». Il rappelle que l'ensemble de l'**Afrique du Nord** et du **Moyen-Orient** représente 4 % de la population mondiale, mais près de « 35 % de l'importation mondiale de blé ». « Il y aura une diversité probablement plus importante (des pays fournisseurs de l'Afrique) mais l'augmentation tendancielle des échanges et des volumes fait qu'il y aura encore

de la place pour les blés français », renchérit pour sa part Rémi Haquin, président du conseil spécialisé céréales de FranceAgriMer.

En **Algérie**, « à ce stade, le cahier des charges proposé par les autorités algériennes n'est pas compatible avec l'origine russe, notamment pour ses grains punaisés », rappelle Sébastien Abis, qui note toutefois que les céréales « font partie des atouts majeurs que la Russie positionne dans sa politique étrangère ». « La dimension politique de l'agriculture ne semble pas aussi prégnante dans l'esprit des instances régaliennes françaises qu'elle ne l'est chez nos voisins russes », regrette Pierre Duclos, qui estime, à propos notamment de l'Algérie, que « la qualité des blés russes s'améliorant d'année en année, ouvre le champ des possibilités sur des marchés qui étaient jusqu'à présent réservés à des origines franco-européennes ».

Pour surveiller les évolutions des cours des matières premières agricoles, connectez-vous sur [Les marchés agricoles de Terre-net.fr](https://www.terre-net.fr/marches-agricoles)